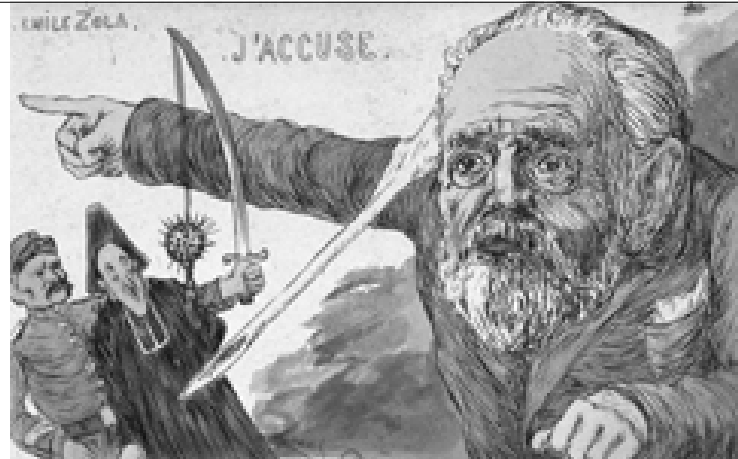


Un engagement tardif ?
Dès le mois de mai 1896, Zola a publié dans *Le Figaro* un article dénonçant l'antisémitisme, intitulé « Pour les juifs ». Il vient d'achever Paris, le dernier épisode de sa trilogie des *Trois Villes*, dans lequel il a mis en scène *La Libre Parole* de Drumont sous le titre de *La Voix du Peuple*.

Trois rencontres sont décisives dans l'engagement de Zola en faveur de Dreyfus : celle avec le journaliste Bernard Lazare, qui soutient Mathieu Dreyfus depuis février 1895, celle avec l'avocat de Picquart, maître Leblois, et enfin celle avec le vice-président du Sénat, Scheurer-Kestner. Ce dernier joue un rôle clef, car il cherche à constituer « un conseil d'hommes habitués à parler aux masses ». C'est à la suite d'un déjeuner avec ces trois hommes que Zola s'engage dans l'affaire Dreyfus, en publiant trois articles dans *Le Figaro* à partir de novembre 1897 ; il défend les prises de position de Scheurer-Kestner (« M. Scheurer-Kestner », dénonce l'antisémitisme et le mythe du « syndicat » juif (« Le syndicat »), et enfin il s'attache à décrire les circonstances de l'« affaire » (« Procès-verbal »). Désavoué par les lecteurs du *Figaro* qui menacent de se désabonner, il poursuit son action dans deux brochures, publiées chez Fasquelle ; elles se présentent sous la forme de lettres ouvertes, « À la Jeunesse » et « À la France ».

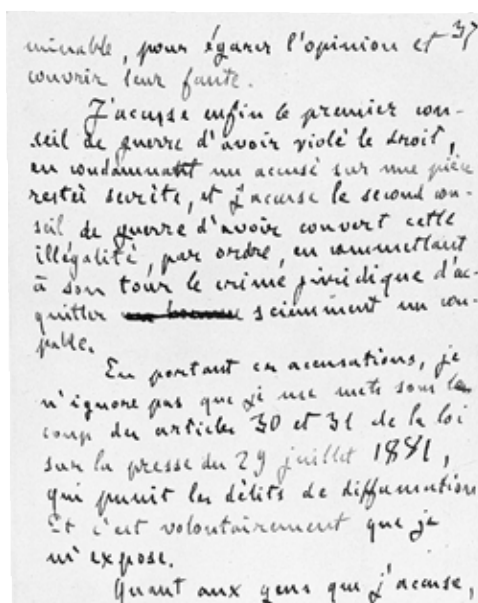
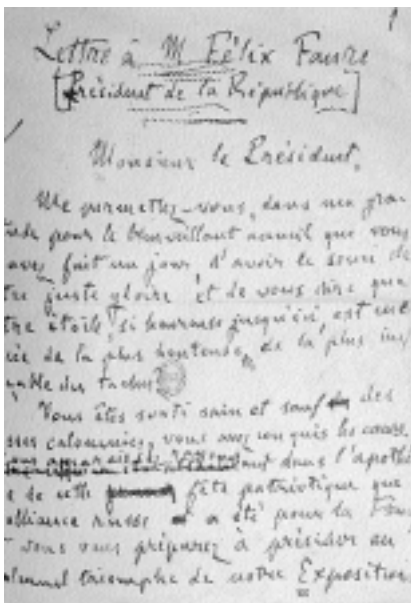
La campagne des « dreyfusards » pousse alors le gouvernement à traduire le commandant Esterhazy devant le conseil de guerre de Paris, au moment même où le président du Conseil Jules Méline proclame : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ! » Esterhazy est acquitté le 11 janvier 1898 et porté en triomphe par la foule de ses partisans. C'est un choc pour Zola et ses compagnons.



« J'accuse...! » : « le plus grand acte révolutionnaire du siècle » (Jules Guesde)
Le 13 janvier 1898, les vendeurs de journaux distribuent dans Paris les 300 000 numéros de *L'Aurore*. C'est le directeur du quotidien, Clemenceau, qui en a trouvé le titre-massue, qui agit à la manière d'un réquisitoire : « J'accuse... ! »
L'effet est considérable : selon Léon Blum, « *J'accuse* bouleversa Paris en une journée ». Imprimé en lettres de bois à large empattement, pareil à une affiche, le numéro est tiré à 300 000 exemplaires, soit dix fois plus que son tirage habituel.

Car le contenu de l'article est à la mesure de son titre volontairement provocateur : s'étalant sur six colonnes sur toute la première page et la deuxième, sans entrefilet, à l'exception d'un jeu d'astérisques qui rompt la linéarité de l'ensemble, l'article expose d'abord les faits, c'est-à-dire l'arrestation et la condamnation de Dreyfus, puis dévoile l'identité du véritable coupable, le commandant Esterhazy, pour dénoncer la décision scandaleuse qui est intervenue deux jours auparavant avec l'acquiescement du traître. Vient ensuite, en deuxième page, la longue litanie des « J'accuse » qui s'égrènent comme autant de motifs d'inculpation. Zola a pleinement conscience du risque qu'il encourt, et il s'expose volontairement aux poursuites car il pense qu'un nouveau procès rouvrira le dossier Dreyfus : « Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises ! »

Georges Clemenceau
Maire de Montmartre sous la Commune, Clemenceau est élu député de la Seine dans la première Assemblée de la III^e République. Il siège à l'extrême gauche. Réélu en 1876 et 1877, il se sépare des opportunistes et contribue à la chute du gouvernement dirigé par Gambetta en 1882, ainsi qu'à celui de Jules Ferry en 1885. Ce « tombeur de ministères » se fait ainsi de très nombreux ennemis. Compromis dans le scandale de Panama en 1892, le leader radical se justifie bien difficilement et il est battu aux élections législatives l'année suivante. Pendant quatre ans, il se contente d'écrire un éditorial quotidien dans le journal qu'il a fondé en 1880, *La Justice*. En octobre 1897, il devient éditorialiste du journal fondé par Ernest Vaughan, *L'Aurore*.



J'accuse...!, manuscrit autographe
BNF, Manuscrits, NAF19951, f.1 et 37